

MÉDICAMENTS : L'URGENCE D'UNE SOUVERAINETÉ RETROUVÉE

Bruno BELIN

- Sénateur Ratt. LR de la Vienne
- Vice-président de la commission des Finances
- Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective
- Membre du Conseil de surveillance chargé du suivi et du contrôle de la recherche et de la mise en œuvre d'alternatives aux produits phytopharmaceutiques contenant une ou des substances actives de la famille des néonicotinoïdes



Doliprane, Repatha, Trulicity... Depuis la crise du COVID, les pénuries de médicaments se multiplient, touchant aussi bien les traitements courants que les thérapies longues, vitales pour des milliers de patients. En 2023, 37 % des Français déclaraient avoir été confrontés à une rupture. Cette situation inquiète et oblige les pharmaciens à rationner leurs stocks pour continuer à soigner le plus grand nombre.

Les pharmacies restent pourtant un pilier du système de santé : présentes partout sur le territoire, elles offrent chaque jour une réponse de santé immédiate, sans rendez-vous, souvent gratuitement. Lors de la pandémie, elles ont joué un rôle décisif mais c'est aussi à ce moment qu'elles ont découvert l'ampleur des pénuries : la demande explose, les stocks de paracétamol fondent. Au pays du Doliprane, le coup de la panne passe mal ! Incapable de produire un vaccin, la France a dû acheter à prix fort celui du Royaume-Uni, après avoir oublié rapidement que celui-ci venait de sortir du marché européen en choisissant le Brexit quelques semaines auparavant. Au pays de Pasteur, quel désespoir !

Si, dans les deux dernières décennies du XXe siècle, la généralisation du tiers-payant a permis aux officines de développer leur chiffre d'affaires, la dérive du « trou de la Sécurité sociale » est à chercher ailleurs. Les traitements représentent moins de 10 % du budget de l'Assurance maladie. Pourtant, l'Etat poursuit sa politique de prix toujours plus bas, avec pour objectif de réduire la dépense.

Cette stratégie fragilise toute la chaîne, en particulier l'industrie pharmaceutique, déjà bousculée par la mondialisation des principes actifs. En France, les prix sont 30 % inférieurs à la moyenne de l'OCDE : dans un marché mondialisé, les laboratoires privilient les pays qui rémunèrent mieux. Pas en France ! À petits prix, grandes pénuries !

« Après quarante ans de délocalisations, la France ne produit plus qu'un tiers des médicaments qu'elle consomme et a chuté du rang de premier producteur européen à celui de cinquième. »

S'ajoutent à cela d'autres faits majeurs qui sont venus noircir la production chimique, préalable indispensable à la production de médicaments comme l'explosion du site AZF de Toulouse en 2001, et l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen en 2019. Mais sans industrie, point de salut. Sans argent, la recherche s'assèche. Les médicaments des années 2030 s'inventent ailleurs.

Après quarante ans de délocalisations, la France ne produit plus qu'un tiers des médicaments qu'elle consomme et a chuté du rang de premier producteur européen à celui de cinquième. La majorité des molécules essentielles, notamment les génériques, sont désormais fabriquées en Asie, créant une dépendance critique.

N'oublions pas l'aberration de Sanofi de vouloir vendre, en octobre 2024, son produit phare qu'est le Doliprane à un fonds de pension américain pour pouvoir financer, selon la firme, de nouvelles recherches.... Le gouvernement a alors été obligé de réagir en entrant au capital de l'entreprise pour sauver ce qu'il peut. Restaurer notre souveraineté passe pourtant par la relocalisation de chaînes de production en France et en Europe, et par un modèle économique plus équilibré.

Le Sénat l'a compris en lançant en 2023 une commission

d'enquête. Ses 36 recommandations appellent à trouver des solutions d'urgence contre les pénuries mais surtout à s'attaquer aux causes structurelles des tensions et des ruptures. Les conclusions sont nettes : la souveraineté pharmaceutique française passe d'abord par une révision des prix, condition indispensable à la relocalisation, à la survie de l'industrie et à la sécurité d'approvisionnement. Reste à savoir si les responsables politiques auront le courage de reconnaître que la santé a un coût et que ne pas l'assumer revient à laisser notre système s'éroder. ●

